

---

Joël GIRAUD

*Rapporteur général  
de la Commission des Finances  
Député des Hautes-Alpes*

Paris, le 27 mars 2019

Monsieur le Ministre,

Nous avons été destinataires du rapport publié en février 2019 par un collectif d'organisations non gouvernementales d'envergure et intitulé *Loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre : année 1 - les entreprises doivent mieux faire*.

En effet, sous la précédente législature, suite à la tragédie du Rana Plaza au Bangladesh qui avait causé en 2013 la mort de 1 135 ouvriers qui confectionnaient des vêtements notamment des marques Mango et Benetton x, une mobilisation sans précédent de la société civile et de plusieurs groupes parlementaires, par-delà les clivages politiques, avait abouti, après quatre années d'intenses discussions et négociations avec le Gouvernement et singulièrement avec la direction générale du Trésor, à l'adoption finale d'un texte pionnier salué à l'international.

Par la suite, un groupe de travail intergouvernemental a été mis en place par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Ainsi, lors de la quatrième session en octobre dernier de ce conseil, ses États membres ont décidé d'entamer des négociations pour « *élaborer un instrument international juridiquement contraignant pour réglementer, dans le cadre du droit international des droits de l'Homme, les activités des sociétés transnationales* ».

Nous nous félicitons du rôle pionnier joué par la France en la matière et de la dynamique qu'elle a ainsi impulsée.

En 2018, les sociétés multinationales ont pour la première fois rendu publics leurs « plans de vigilance » dont la vocation première est de prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement, résultant des activités de la société et de celles qu'elle contrôle (impliquant sous-traitants et fournisseurs).

Si l'on ne peut que saluer cette avancée, force est toutefois de constater que les premiers plans de vigilance demeurent globalement incomplets et se résument, dans la plupart des cas, à une suite d'informations annexes de leurs rapports d'activité, au sein de la rubrique Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Aussi, nous souhaitons nous assurer auprès de vous, puisque sa mise en œuvre ressort du point de contact national dont la présidence et le secrétariat sont assurés par la direction générale du Trésor, de la vigilance de l'administration sur le contenu de ces plans et sur la bonne application de la loi.

**Monsieur Bruno LE MAIRE**  
Ministre de l'Économie et des Finances  
139, rue de Bercy  
75012 Paris

Nous souhaiterions également que votre administration nous informe sur les initiatives prises en ce domaine par les différents Etats de l'Union européenne et puisse s'assurer qu'elles soient substantielles et convergentes.

Nous souhaitons enfin vous assurer de notre soutien pour défendre la position de la France dans les négociations actuelles du projet de traité international sur les multinationales et les droits humains.

Nous vous prions de bien vouloir recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de notre sincère considération.

**Joël Giraud,**  
Rapporteur général de la commission des Finances

**Dominique Potier,**  
Député, rapporteur de la proposition de loi sous la précédente législature

**Éric Woerth,**  
Président de la commission des Finances

**Jean-Noël Barrot**  
Vice-président de la commission des Finances

**Émilie Cariou,**  
Vice-présidente de la commission des Finances

**Laurent Saint-Martin,**  
Vice-président de la commission des Finances

**Valérie Rabault,**  
Présidente du groupe *Socialistes et apparentés*, secrétaire de la commission des Finances

**Marie-Christine Verdier-Jouclas,**  
Secrétaire de la commission des Finances

**Benjamin Dirx,**  
Secrétaire de la commission des Finances

**Bénédicte Peyrol,**  
Responsable *La République en Marche* à la commission des Finances

**Véronique Louwagie,**  
Responsable *Les Républicains* à la commission des Finances

**Mohamed Laqhila,**  
Responsable *Mouvement Démocrate et apparentés* à la commission des Finances

**Lise Magnier,**  
Responsable *UDI, Agir et indépendants* à la commission des Finances

**Christine Pirès-Beaune,**  
Responsable *Socialistes et apparentés* à la commission des Finances